



Bruxelles, le 21 février 2011

**M. José Manuel Barroso
Président de la
Commission européenne
Berlaymont**

Objet: Avenir de la construction européenne.

Monsieur Le Président,

Par lettre du 08 février 2011, nous vous avons informé d'une initiative de la Majorité des syndicats des Institutions européennes visant à renforcer la pratique de la méthode communautaire.

En effet, nous sommes tous préoccupés des difficultés que rencontre la construction européenne et, notamment, de l'affaiblissement du rôle de la Commission.

Alors que différentes visions s'affrontent de plus en plus et que cet affrontement se traduit par un éloignement croissant du projet des Pères fondateurs. Ceux-ci considéraient la solidarité, fondée sur la recherche de l'intérêt commun, comme le cœur et le moteur de la construction européenne.

Mais ce qui nous inquiète davantage est que ces choix se font sans une discussion démocratique suffisante, sans une pleine reconnaissance du rôle du Parlement européen et sans la participation directe du citoyen européen. Il ne faut pas s'étonner si ce dernier ne considère plus l'Union le lieu légitime de ses attentes et de ses préoccupations.

Le 9 février, une première conférence s'est tenue dans les locaux de la Commission pour y débattre du renouveau de la méthode communautaire. Le Président du groupe des employeurs au Comité économique et social européen (CESE), M. Malosse, y a présenté son rapport qui a suscité l'attention de tous en soulignant que la méthode

communautaire reste la seule à même d'exprimer l'intérêt commun, et par là même de poursuivre le processus d'intégration européenne.

Dans cette même perspective, nous organisons le 2 mars une nouvelle conférence-débat au Parlement européen intitulée « l'Europe sera-t-elle sociale ou non solidaire ? » avec des membres du PE, des syndicats européens et de la société civile.

Nous souhaitons que cette conférence soit l'occasion de présenter un projet d'appel européen « La solidarité, au cœur de la relance du projet européen ».

Pour nous tous, membres d'une fonction publique européenne indépendante au service de l'intérêt commun, votre participation, Monsieur le Président, donnerait une dimension symbolique et politique particulièrement forte dans ce contexte politique si incertain.

Nous vous assurons, Monsieur le Président, de notre considération respectueuse.

Franco Ianniello (R&D)
Alain Seller (SE)
Daniella Mormille (TAO-AFI)
Stéphane Adriaens (SFIE)
René-Pierre Koch (Conf SFE)
Pierre-Philippe Bacri (FFPE)
Georges Vlandas (U4U)

Copies : M. Henri Malosse, **Président du groupe des employeurs au Comité économique et social européen.**
M. Maros Sfcovic, **Vice Président de la Commission**
Mme Irene Souka, **Directeur Général de la DG HR**